

CONFÉRENCE-DÉBAT  
À L'INSIM DE TIZI-OUZOUL'impératif  
de la connaissance  
anthropologique dans  
l'action managériale

Dans le cadre de ses cycles de conférences, l'Institut international de management (Insim) de Tizi-Ouzou, a organisé une conférence-débat ce jeudi dernier à la médiathèque de l'institut. Conférence portant sur thème : «La longue marche des peuples vers la Méditerranée», animée par M. Yacine Si Ahmed, anthropologue-journaliste-méditerranéiste, expert en géopolitique et stratégies de l'information en Méditerranée, ancien ami et collaborateur de Mouloud Mammeri, intervenant actuellement à la radio Chaîne III.

Le conférencier a débuté son intervention par l'aspect historiographique de la Méditerranée, sa situation géographique, sa superficie, sa composition (22 pays aux régimes politiques différents), son relief et son climat.

Puis cet éminent anthropologue, spécialiste de la Méditerranée, a axé son intervention tout au long de sa magistrale communication sur «les différentes civilisations qui, dès l'aube de l'humanité et au cours des âges, se sont succédé, et ont parfois coexisté en Méditerranée».

Civilisations bâties par la longue marche qu'ont connues les peuples vers cette région, en l'occurrence les premiers peuples préhistoriques, les Berbères qui en sont les authentiques peuples de la Méditerranée, en passant par les Phéniciens, les Grecs, les Romains, les Arabes, les Turcs et les Français.

D'autant que, selon le conférencier, la longue marche de ces peuples s'est accompagnée d'un long apprentissage de l'homme qui s'est construit sur les rivages de la Méditerranée. Désormais, la spécificité de cette région, est une sorte de moule identitaire, conséquence de cette succession et de la coexistence de tous ces peuples qui l'ont courue.

Puis, la fin de la communication du conférencier, fut suivie d'un long et fructueux débat entre lui et les étudiants de l'Insim, dans un esprit véritablement intellectuel. En organisant cette conférence sur ce thème, les responsables de l'Insim de Tizi-Ouzou ont visé deux objectifs majeurs.

D'une part donner une dimension intellectuelle véritable à cet établissement en permettant aux étudiants d'élargir et de développer leur champ de réflexion, par d'autres matériaux de réflexion et d'analyse.

D'autre part, sensibiliser et les étudiants et les acteurs économiques, de l'impérativité de la connaissance anthropologique et des sciences sociales dans la connaissance économique en général, et l'orientation de l'action des managers en particulier.

Soit en termes de management interne des entreprises (l'opérationnel), et/ou en termes de management stratégique de celles-ci (externe).

D'autant que, l'efficacité de l'action managériale est tributaire de la parfaite stimulation et appréhension des mutations socioculturelles qui s'opèrent au sein des sociétés, déterminantes dans les processus de prises de décisions portant choix économiques.

Rachid Berdous

AFFAIRE DES FAUX DOSSIERS DE VISA  
POUR DES AVOCATS DE BLIDALe consulat général de France  
se constituera prochainement partie civile

*Alors que les trois auteurs présumés du trafic de visas au profit de soi-disant femmes d'avocat du barreau de Blida ont été mis en liberté provisoire pour manque d'informations, notamment la liste des avocats bénéficiaires de visas, nous apprenons de sources crédibles que le consulat général de France a transmis, jeudi dernier, une correspondance aussi bien au bâtonnat d'Alger qu'à celui de Blida, aux fins de les informer que la diplomatie française a bel et bien constaté une «manœuvre frauduleuse pour l'acquisition de visas au profit de femmes qui n'ont aucun lien de mariage avec des avocats du barreau de Blida». Ainsi, elle se constituera, prochainement, partie civile.*

Par ailleurs, nous apprenons de sources officielles que les trois personnes concernées par l'enquête préliminaire et qui sont le secrétaire du bâtonnat d'Alger, un agent de l'APC de Blida et un ex-agent du barreau de Blida ont vu, mercredi dernier, leurs passeports confisqués, et ce, en guise de mesure conservatoire.

Le dossier de cette affaire a été transmis par le parquet de Blida aux services de la police judiciaire pour la poursuite de l'enquête.

Il y a lieu de souligner que ce scandale, qui a ébranlé la corporation des robes noires de Blida, a obligé M<sup>re</sup> Bouaâma Yahia, bâtonnier de Blida, de réunir, jeudi dernier, les

membres du conseil de cette institution pour débattre du sujet. Il dira que pour l'heure, il n'a pris aucune mesure à l'encontre des avocats qui ont été victimes de manœuvres frauduleuses pour l'acquisition de visas au profit de femmes qui ne sont pas leurs épouses.

Il faut rappeler que cette affaire a éclaté lorsque les services consulaires de France ont constaté que le dossier de demande de visa d'un des avocats du barreau de Blida, célibataire de surcroît, était entaché d'irrégularités du fait que le nom de sa «fausse épouse», joint dans le même dossier, n'était pas celui qui avait figuré dans celui de sa première demande de visa.

Autrement dit, les faussaires ont marié deux fois l'homme à la robe noire. Réagissant à cette anomalie, le consulat de France

avait pris la décision de ne pas octroyer de visas aux avocats de Blida figurant sur la liste en question. S'étant sentis lésés, les avocats victimes de cette machination ont déposé plainte contre X. L'enquête diligentée par la police judiciaire de la Sûreté de wilaya de Blida révélera que les dossiers de demande de visas étaient acheminés vers le bâtonnat d'Alger sans passer par celui de Blida, par un ex-agent de ce dernier à qui des avocats remettaient leurs passeports en raison des relations tissées lorsqu'il agissait en tant qu'agent légal du barreau de Blida.

Il importe de préciser que cet ex-agent n'est autre que le fils du secrétaire du bâtonnat de Blida qui a été démis de ses fonctions par le bâtonnier, M<sup>re</sup> Yahia Bouaâma.

M. B.

63<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DES ÉVÉNEMENTS DU 8 MAI 1945Une commémoration dans un pur rituel  
folklorique à Kherrata

*Le 63<sup>e</sup> anniversaire des massacres du 8 Mai 1945, où des dizaines de milliers d'Algériens ont été tués par l'armée coloniale, a été célébré, à Kherrata, dans la wilaya de Béjaïa, qui a été choisie cette année pour abriter les festivités officielles de commémoration de ces sanglants événements, dans un pur rituel folklorique.*

Exposition de photos, lever des couleurs, dépôt de gerbes de fleurs sur les lieux où ont été commis les massacres, baptême de l'agence locale CNEP et un message du président de la République lu pour la circonstance par le ministre des Moudjahidine, Chérif Abbas, qui a effectué le déplacement dans cette ville-martyre en compagnie du responsable de l'ONM, Saïd Abadou, ont constitué l'essentiel des festivités commémoratives des événements du 8 Mai 1945. Dans son message lu par le ministre des Moudjahidine devant les autorités civiles et

militaires de la wilaya à la maison des jeunes de Kherrata, le président de la République a rappelé «l'importance pour l'Algérie de la reconnaissance du douloureux passé colonial qu'elle a subi».

Tout en appelant à une «reconstitution historique, réaliste et sincère de notre passé colonial marqué par des blessures profondes», le chef de l'Etat a indiqué que «l'Algérie est attentive à toutes les voix qui s'élèvent en France pour rompre avec le déni de l'histoire, en particulier en ce qui concerne le 8 Mai 45». «Ces voix ouvrent le



Photo : Dr.

chemin à une réconciliation véritable et durable entre les peuples algérien et français», dira Bouteflika.

Tout en demandant aux Algériens d'honorer la mémoire de nos concitoyens martyrisés, avec émotion, fierté, lucidité et sérénité», le chef de l'Etat a mis

l'accent sur «l'importance de rappeler ces pages noires et héroïques de notre histoire aux jeunes Algériens afin de connaître le prix payé par le peuple pour reconquérir sa liberté, sa dignité et son indépendance».

A. Kersani

## MASSACRES DU 8 MAI 1945

## Islah commémore l'anniversaire

*Commémorant le 63<sup>e</sup> anniversaire des événements du 8 Mai 1945, le mouvement Islah, l'aile dirigée par M. Boulayha, a organisé jeudi dernier au siège culturel Nadi el Moudjahid, une rencontre avec les militants de son parti où il a été mis en exergue «l'horreur coloniale à travers les massacres perpétrés à Sétif, Guelma et Kherrata» et «les crimes coloniaux français en Algérie, quelle reconnaissance sans excuses et indemnisation».*

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Les responsables de cette formation islamiste, qui qualifient ces actes de «massacres contre l'humanité», ont appelé les autorités françaises à reconnaître ces «massacres et à présenter au peuple algérien

leurs excuses.» Comme ils ont exigé l'indemnisation des familles victimes de ces massacres. Il est à rappeler que la responsabilité de la France de ses crimes coloniaux a été soulignée récemment par l'ambassadeur français en Algérie,

Bernard Bajolet, qui a qualifié de «massacres» les atrocités commises contre le peuple algérien durant les sombres journées de Mai 1945, principalement à Sétif, Guelma et Kherrata ainsi que les régions limitrophes.

Les organisateurs de cette rencontre ont indiqué que «les journées de Mai 1945 avaient vu s'abattre sur les populations algériennes sans défense une féroce campagne de terreur d'Etat». «Des massacres à grande échelle, auxquels prirent part la marine et l'aviation françaises, avec des moyens lourds, où sont tombés des dizaines de milliers

d'Algériens qu'aucune comptabilité n'arriverait à dénombrer avec exactitude, même si la mémoire nationale a retenu le chiffre de 45 000 morts», dira un participant.

Le même participant dira que cette relative «évolution» dans la «décolonisation de l'histoire», à l'actif de l'ancien occupant, est cependant reléguée au second plan par cette nouvelle loi sur les archives privées sur la période coloniale, votée récemment par le Parlement français qui a prorogé à plusieurs décennies leur ouverture au public.

A. B.